



Jacqueline

THOME-PATENOTRE

*Candidat commun du Mouvement
des Radicaux de Gauche
et du Parti Socialiste*



MESDAMES, MESDEMOISELLES, MESSIEURS,

En 1973, une large majorité d'électrices et d'électeurs a bien voulu me faire confiance pour représenter la 8^e Circonscription des Yvelines à l'Assemblée Nationale ; j'ai ainsi été la seule femme du groupe du Parti Socialiste et des Radicaux de Gauche.

Ce que j'ai fait pendant ces 5 années ? C'est à vous d'en juger. Je me suis efforcée d'**aider toutes celles et tous ceux d'entre vous**, quelles que soient leurs idées, qui ont bien voulu faire appel à moi pour régler leurs difficultés.

A l'Assemblée, j'ai défendu notre Circonscription par tous les moyens dont dispose un député : questions écrites, questions orales, interventions, propositions de loi. Avec la Gauche, je me suis efforcée, contre la Majorité conservatrice, de promouvoir des réformes essentielles. Je me suis notamment battue pour la libération des femmes (réforme du divorce, contraception, etc.), pour la promotion et l'épanouissement des jeunes, pour la justice sociale, pour l'amélioration de l'habitat, pour la défense de l'environnement, pour la construction de l'Europe. Je vous ai fait remettre le compte rendu de cette activité parlementaire.

LE 12 MARS 1978, JE SERAI LE CANDIDAT COMMUN DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE ET DU PARTI SOCIALISTE.

Ce que je ferai, si vous voulez bien me témoigner à nouveau votre confiance :

JE CONTINUERAI à travailler pour le mieux-être des habitants de notre Région.

Notre Circonscription porte en elle et résume les contrastes et les principales difficultés de la France : dans les cantons de Maurepas, de Plaisir-Trappes, dans la Ville Nouvelle, nous connaissons les drames du développement urbain : des projets conçus par des technocrates sans consultation des élus, et sans souci du bonheur ni même du bien-être de chacun ; des constructions abandonnées au profit des promoteurs, des charges écrasantes imposées aux citoyens, des conditions de transport et de vie souvent insupportables.

Dans les cantons de Chevreuse, de Montfort, de Rambouillet, de Saint-Arnoult, d'autres risques nous menacent : la destruction de l'équilibre des communes rurales, la dégradation de l'environnement par des projets inquiétants comme l'autoroute A 88 ; ou l'abandon par le pouvoir central de petites communes laissées sans ressources, sans moyens de communication, condamnées au dépérissement.

Avec tous vos Elus, avec vos Associations, avec tous ceux d'entre vous qui voudront bien m'aider,

JE ME BATTRAIS

- Notamment pour imposer à l'Etat d'assumer effectivement les responsabilités financières de sa politique inconséquente et imprévoyante dans la Ville Nouvelle.
- Pour favoriser des créations d'emplois nombreux et mieux répartis (notamment en faveur des jeunes).
- Pour améliorer les transports en commun (confort, rapidité, fréquence, liaisons avec La Défense, Saint-Lazare et R.E.R.) et généraliser la **carte orange** sans discrimination.
- Pour réaliser les écoles, les lycées et C.E.S. indispensables, ainsi que les équipements sportifs et socioculturels.
- Pour défendre l'environnement partout menacé.

D'UN CANTON A L'AUTRE : QUELQUES PRIORITÉS

• CANTON DE CHEVREUSE :

- Dans le cadre de la protection des sites : réalisation du Parc Régional, en concertation avec les élus et les associations.
- Amélioration des transports en commun, par la création d'une liaison autocar entre Saint-Rémy (extrémité du R.E.R.), et La Verrière - Saint-Quentin (gare S.N.C.F.).
- Révision du tracé de l'autoroute A 12.
- Programmation d'un lycée.

• CANTON DE MONTFORT :

- Programmation immédiate d'un lycée.
- La sauvegarde du caractère rural et forestier du canton ne doit pas s'opposer à la création de quelques logements sociaux, locatifs ou en accession, destinés à loger les jeunes et les familles à proximité de leur lieu de travail.
- Amélioration du trafic ferroviaire Plaisir-Épône, via Beynes, et de la régularité des horaires sur la ligne Dreux-Paris.

• CANTON DE RAMBOUILLET :

- A Rambouillet, il est nécessaire de poursuivre l'harmonisation entre la partie nouvelle et le centre de la ville ; pour en continuer le développement équilibré, il faudra accroître les emplois dans la zone d'activité. Construire l'ensemble scolaire et sportif de la Gommerie. Sur le plan social : poursuivre la modernisation et l'humanisation du Centre Hospitalier, notamment du Service « Personnes âgées ». Achèvement des travaux de la résidence du Troisième Age (Angiviller). Développement de la vie associative et de l'animation socio-culturelle, notamment en faveur des jeunes.
- L'urbanisation rapide le long de la R.N. 10 pose des problèmes financiers aux communes, qui doivent, regroupées en S.I.V.O.M., bénéficier d'aides spécifiques pour éviter un alourdissement insupportable de la charge fiscale.
- Conserver le caractère rural et agricole du Canton, sans priver les habitants des équipements techniques, agricoles et sociaux indispensables :

assainissement (station d'épuration, branchements), drainage des terres agricoles. Effort pour l'enseignement pré-élémentaire et les loisirs des jeunes (animation socioculturelle...).

• CANTON DE SAINT-ARNOULT :

- Construction en dur du C.E.S.
- Poursuite de la coopération intercommunale (S.I.V.O.M.), notamment à l'aide du Plan d'Aménagement Rural (P.A.R.). Cette coopération a permis de lutter efficacement contre les dangers qui menacent l'environnement (Aérodrome de Sonchamp-Ponthévrard), et de s'opposer à toute urbanisation sauvage et incontrôlée.
- Développement des écoles maternelles.
- Amélioration des transports en zone rurale.
- Associer les contrats régionaux à la remise en état des chemins ruraux.

• LA VILLE NOUVELLE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES :

Seules, l'abrogation de la loi BOSCHER et la mise en place d'un statut démocratique, permettront à la Ville Nouvelle de trouver un équilibre qui lui fait encore défaut, et assureront la participation effective des citoyens à la gestion de leur cité, par une véritable information et un développement de la vie associative.

Plusieurs dangers menacent la Ville Nouvelle :

- La faillite financière due à des choix arbitraires et irresponsables. Des aides spécifiques de l'Etat devront être prévues pour prolonger le différé d'amortissement afin d'éviter un alourdissement insupportable de la charge fiscale par habitant.
- Le déséquilibre emploi-logement : malgré les engagements pris, l'emploi sur place demeure insuffisant, notamment pour les femmes. Des efforts seront menés pour y remédier.
- La dégradation du cadre de vie : une commission d'enquête devra assurer le contrôle et obtenir des promoteurs le respect intégral de leur cahier des charges.

Pour améliorer les conditions de vie de tous les habitants de la Ville Nouvelle, il faudra :

- Assurer une priorité aux transports collectifs :
 - Connection des réseaux Montparnasse et Saint-Lazare, via Viroflay (la ligne marchandise actuellement en service, devrait être ouverte aux voyageurs) ;
 - Amélioration des correspondances S.N.C.F.-AUTOCARS ;
 - Augmentation de la fréquence des trains, du nombre et du confort des voitures ;

- Développement des transports internes à la Ville Nouvelle.
- Obtenir la construction des équipements prévus, à savoir :
 - L'Hôpital d'Elancourt ;
 - Le lycée de Trappes (Plaine de Neauphle) ;
 - Les C.E.S. ;
 - Les équipements sportifs.
- Pour Plaisir, obtenir le redémarrage de la Z.O.H. de Plaisir - Les Clayes qui conditionne la construction du C.E.T., du commissariat, d'équipements socio-culturels et de cinémas. Crédits pour la mise en conformité du C.E.S. Blaise-Pascal.

Si nous nous battons ensemble, nous gagnerons ces combats : contre l'Etat centralisateur, contre l'irresponsabilité technocratique, contre ceux qui recherchent des profits exorbitants.

JE DEFENDRAI, dans l'intérêt de tous les Français, les options du Programme Commun de la Gauche qui se rassemblent autour de trois projets essentiels.

① DONNER A LA FRANCE LA CHANCE D'UN GRAND ELAN GENERATEUR DE PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL.

C'est pourquoi le programme de la gauche prévoit :

- L'élévation au 1^{er} avril 1978 du S.M.I.C. à 2.400 F, ce qui situera encore le S.M.I.C. français très au-dessous du minimum interprofessionnel en Allemagne et en Hollande. Cette augmentation sera, pour partie, supportée par l'Etat, de manière à alléger la charge des petites et moyennes entreprises.
- L'augmentation de 50 % des allocations familiales au cours de la première année.
- L'accroissement du minimum vieillesse, qui sera porté immédiatement à 1.200 F et progressivement à 80 % du S.M.I.C.
- La retraite à 60 ans pour les hommes (55 ans pour ceux qui accomplissent des travaux pénibles) et 55 ans pour les femmes : le droit au travail restant garanti après cet âge.
- La revalorisation des pensions des anciens combattants.
- L'indemnisation intégrale des rapatriés.
- La gratuité effective des études et la majoration des bourses d'enseignement à la rentrée de 1978.
- L'indexation de l'épargne.
- La réduction progressive des inégalités.
- La nationalisation du service public du crédit et de neuf grandes entreprises en position dominante.

L'ensemble de ces mesures n'excède pas les possibilités du budget de la France, avec un déficit raisonnable, moindre que celui du budget des U.S.A. ou de l'Allemagne Fédérale. On ne doit pas oublier que le Gouvernement de la majorité a géré depuis 1974 un budget en déséquilibre constant (76 milliards de déficit en trois ans). Elles doivent en outre permettre la relance de l'économie française, par un fort accroissement de la consommation et des investissements productifs, et la résorption progressive du chômage.

② LUTTER POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE LA VIE.

Ce qui sera réalisé par :

- La réduction du temps de travail : pour aller progressivement vers la semaine de 35 heures.
- La généralisation de la cinquième semaine de congés payés.
- Une politique de défense de l'environnement (des espaces libres, des forêts, des rivages marins), de protection de la nature.
- Un plan de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, et contre le bruit.
- Une nouvelle politique du logement dominée par la recherche de l'agrément du cadre de vie, non par la recherche systématique du profit et associant tous les groupements intéressés.
- Le développement de la vie sportive et de la vie associative : source d'équilibres et de responsabilités.
- Un projet culturel qui, notamment par la réforme à l'école, à la télévision, par le développement des arts, fasse appel à l'intelligence, à la sensibilité, aux facultés d'invention et de création de tous.

③ RENDRE AUX FRANÇAIS LE POUVOIR AUJOURD'HUI CONFISQUE PAR UN ETAT A LA FOIS GIGANTESQUE ET IMPUISSANT.

Ce que le projet de la gauche propose de réaliser :

- ◆ En restituant aux communes, notamment par la suppression des transferts de charges, les pouvoirs réels et l'autonomie que l'Etat leur a peu à peu retirés (remboursement intégral aux communes de la T.V.A., subventions globales).
- ◆ En réformant l'administration centrale par toutes les mesures destinées à changer les relations entre les Français et leur administration.
- ◆ Par la réforme de l'entreprise : pour donner plus de pouvoirs à ceux, cadres et salariés, qui apportent à l'entreprise travail et compétence.
- ◆ En garantissant réellement l'indépendance de la justice et en facilitant l'accès aux Tribunaux, en accélérant et humanisant les procédures, notamment pour l'aide judiciaire.
- ◆ En donnant partout où il se peut plus de pouvoirs et de responsabilités aux Françaises et aux Français afin qu'ils gèrent, sans cesse davantage, leur vie : dans leur famille, dans leur entreprise, dans leur ville, dans le pays tout entier.

La majorité en place depuis 1958 a eu tous les moyens du succès, notamment par 20 ans d'un pouvoir sans partage : en mars 1978, son bilan est celui d'un échec. Elle ne demande qu'à durer : c'est-à-dire à garder le pouvoir. Quoi qu'elle dise, elle est impuissante à rien changer en France. Elle n'en a pas la capacité. Elle n'en a pas non plus la volonté.

Dans quelques jours, elle sera mise en échec. Dans notre circonscription et dans toute la France, la gauche va l'emporter. Ensemble si vous le voulez bien, dans le respect de l'opposition, sans aucun esprit de revanche, mais avec une ferme et patiente volonté, nous entreprendrons les efforts nécessaires pour changer la vie : pour servir chacune et chacun d'entre vous, pour l'aider à vivre mieux, à devenir plus responsable et j'espère, plus heureux.

A tous, j'adresse l'expression de ma sympathie et de mon dévouement.

Suppléant :

J.-D. BREDIN

Vice-Président
du Mouvement des Radicaux de Gauche
Professeur d'Université - Avocat

Jacqueline

THOME-PATENOTRE

Député sortant - Conseiller Général - Maire de Rambouillet

